

# Après le succès du 31, Plus que jamais : RETRAIT

**E**n Seine Maritime, comme en France, la mobilisation s'amplifie : 50 000 manifestants déterminés pour le Retrait dont 25 000 à Rouen, 15 000 au Havre, 3 000 à Dieppe, 3 000 à Lillebonne, 600 à EU, 600 à Fécamp, des centaines de Lycéens à Forges, Yvetot, St Valéry en Caux. Tous les services publics étaient représentés, la grève touchait plus de 200 entreprises.

Reprenant les propos de Sarkozy en 2010, (« quand il y a une grève en France, ça ne se voit pas »), le Président Hollande depuis les U.S.A ose minimiser les chiffres de source syndicale alors que le constat est flagrant : du million virtuel de pétitionnaires, nous passons à plus d'un million de manifestants.

## **Le projet El Khomri, c'est travailler plus, gagner moins et être viré plus vite ! Tout le monde est attaqué !**



Les accords d'entreprise primant sur la loi, ce sera encore moins pour l'égalité entre femmes et hommes, d'autant que les femmes plus nombreuses dans les TPE/PME pourront encore moins négocier et se défendre.

Pour celles qui ne pourront s'adapter : retour à la maison ! Modalités de licenciements facilitées, flexibilité à outrance et horaires atypiques, les femmes ne pourront pas continuer à travailler à l'extérieur. D'autant que la réforme de la médecine du travail les laissera sans recours devant des exigences physiques insupportables.

Les jeunes (dont 20 % sont au chômage) sont tout particulièrement concernés. La loi travail remet en cause le niveau de qualification professionnelle des jeunes et ainsi l'accès aux emplois stables et qualifiés. Le cadre de subordination employeur-salarié serait sans limite. Les facilités accordées au patronat pour les exploiter feront des jeunes des salariés précaires dès le début de leur carrière. Ils ne pourront plus accéder aux crédits, ni ne faire aucun projet de vie, ...

Une dépêche AFP indique que Manuel Valls, en déplacement à Orléans s'est dit "prêt à regarder" les propositions des étudiants, pour « améliorer l'ensemble des politiques publiques vers la jeunesse" tout en excluant toujours le retrait.

**Cela nous prouve que le gouvernement est aux abois et qu'il a peur du mouvement social qui s'amplifie.**

C'est une manœuvre pour briser la jonction qui s'est opérée ce 31 mars entre la jeunesse, ses organisations et les salariés avec leurs syndicats qui exigent le retrait pur et simple.

**C'est un fait : le projet El Khomri est la mise en place de la précarisation généralisée.**

**Et, n'en déplaise au 1<sup>er</sup> Ministre, la jeunesse l'a bien compris, les salariés ne sont pas dupes.**

Si pour ce gouvernement demander le retrait n'a pas de sens, pour la jeunesse et les salariés, le bon sens est le retrait pur et simple.

---

## **« Ni amendable – Ni négociable Retrait du projet de loi ! »**

---

Impossible, nous dit-on. Etrange, pour un gouvernement qui vient de retirer le projet sur la déchéance de nationalité ! C'est pourquoi, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, répondent positivement au communiqué national en appelant le 9 avril à la réussite d'une nouvelle grande journée d'action de grèves et de manifestations.

### **La balle est dans le camp du gouvernement.**

S'il ne retire pas son texte, une exigence s'impose : la mise en œuvre partout, dans le public et le privé, de l'organisation d'une nouvelle grève interprofessionnelle pour obtenir le retrait.<sup>2</sup>

#### **Communiqué commun**

#### **CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL**

La puissante journée de grève et manifestations rassemblant plus d'un million de personnes dans 260 villes a démontré la détermination sans faille des étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es à obtenir le retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL réaffirment que dans un contexte de hausse du chômage, d'explosion de la précarité et de la pauvreté, ce texte va organiser une régression généralisée des droits, créer un dumping social entre les entreprises d'un même territoire et d'une même branche et aggraver les inégalités entre les salarié-es.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, ce projet de loi travail ne créerait en aucun cas les emplois pérennes nécessaires à la relance et à l'investissement.

Le gouvernement doit entendre les milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es mobilisés massivement aujourd'hui dans la rue et dans les entreprises avec de nombreux appels à la grève. Il doit entendre tous les citoyen-nes qui s'expriment, 70% de la population estime en effet, qu'il faut retirer le texte, qu'il n'est pas amendable, sa philosophie globale restant inchangée.

Les organisations syndicales signataires affirment une nouvelle fois que les pouvoirs publics doivent garantir le droit à manifester, à se réunir, à s'organiser, tout en assurant la sécurité des manifestant-es.

Elles confirment leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions de droits nouveaux en termes d'emploi, de salaires et pensions, de temps de travail, de protection sociale, de garanties collectives, de conditions de travail, de formation et de droits et libertés syndicales. Des propositions porteuses de progrès social et correspondant à la réalité du travail d'aujourd'hui et de demain.....

Le 9 avril, elles appellent à la réussite d'une nouvelle grande journée d'action de grèves et de manifestations.

Si le gouvernement ne répond pas, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL resteront déterminées à poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir le retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux y compris par les manifestations et la grève interprofessionnelle. Elles décident de se revoir le 6 avril.

Montreuil, le 31 mars 2016

### **HORAIRES DES MANIFESTATIONS DU SAMEDI 9 AVRIL**

**ELBEUF**

**Rassemblement à 10 H 30 devant la poste**

**ROUEN**

**14 h 30 cours Clémenceau**